

BANQUET SOCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT { Un an. 42 fr.
Six mois. 6
Trois mois. 3

Journal du XII^e Arrondissement.

Tout ce qui concerne la "Rédaçtion" ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire : Qu'est-ce que la République? — La loi du Progrès. — Honneur aux propriétaires généreux! — XII^e arrondissement. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Révolution européenne. — Souscription pour la Révolution Polonoise. Première liste. — Faits divers.

Paris, 5 avril.

Qu'est-ce que la République?

Telle doit-être la première question du cathéchisme républicain. Grand nombre de citoyens se proclament fervents soutiens du nouveau gouvernement de la France, la plupart le font avec élan et sincérité; mais il en est parmi eux qui ne pourraient pas donner à l'importante demande que nous venons de poser une réponse juste et lucide.

La République de 1848 nous a pris tellement à l'improviste qu'on l'a saluée, adoptée, aimée, sans avoir le temps de la reconnaître, sans avoir pu d'avance méditer l'immensité du bonheur qu'elle réserve à l'avenir.

La plupart des républicains d'aujourd'hui le sont par l'imagination, par une sorte de commotion poétique. Cela est noble et grand, sans doute, mais il faut plus encore.

Pour être vraiment digne de porter le beau nom de républicain, il faut l'être par le jugement et la conviction, il faut avoir une idée exacte de l'objet de sa croyance.

La République est sainte comme la religion; elle doit être comme elle étudiée avec respect, approfondie avec piété. La foi qui n'est pas éclairée est incomplète... le sentiment n'est pas durable dans le cœur humain. Le sentiment n'est pour ainsi dire qu'une vibration intérieure qui résonne fortement d'abord pour s'effacer ensuite et mourir lentement. Ce qui est nécessaire pour achever l'œuvre commencée par la sensation, c'est la réflexion qui, repliant l'âme sur elle-même, conserve précieusement l'impression primitive et l'empêche de se perdre.

Nous venons de passer par la première phase, entrons maintenant fortement dans la seconde.

Nous avons crié avec un sublime enthousiasme pour proclamer la rénovation politique et sociale : *Vive la République!*

A présent que le tocsin d'alarmes a cessé de sonner et que les chants joyeux ont remplacé le bruit des fusillades, à présent que nos esprits sont redevenus calmes comme les rues de la Grande Cité, à présent que l'espoir et la confiance laissent éclore leurs premières fleurs, saintes promesses d'un avenir prospère, affermissons par l'étude les bases républicaines qu'un noble sentiment a jetées en nous.

Formulons notre foi d'une manière inébranlable; soyons républicains aussi bien par l'intelligence que par le cœur.

Et d'abord, sachons qu'elle est la vraie définition de la République et surtout comment cette définition doit être comprise. Tant d'ignorants ou de malveillants dénaturent depuis un mois ce mot admirable par des explications ineptes ou calomnieuses, qu'il est nécessaire de redresser les erreurs accréditées à ce sujet dans certains esprits.

Voici quelle est cette définition.

La république est le gouvernement de tous par tous et pour tous.

C'est-à-dire un gouvernement basé sur trois principes, la LIBERTÉ, l'ÉGALITÉ, la FRATERNITÉ.

En effet, la définition que nous venons d'écrire comprend ces trois principes.

Le gouvernement de tous, c'est la Liberté.

Le gouvernement par tous, c'est l'Egalité.

Le gouvernement pour tous, c'est la Fraternité!

Ces trois puissances suprêmes ralliées entre elles par une solidarité réciproque, concourent à former la grande unité nationale.

Or, nous retrouvons là encore un second axiome républicain : *L'Union fait la force!*

Ainsi comprise, la République est ce que le meilleur des gouvernements possibles.

Avec elle plus de partis, mais un ralliement universel. Par elle, gloire pour le pays. Son avènement a inau-

gué une époque sainte et pure. La corruption s'est effuie avec le roi que nous avons fait fuir, et les ministres qui se faisaient depuis sept ans les souteneurs d'une politique infâme.

La République est l'étoile qui doit guider sur la mer de l'humanité le vaisseau de la France, sans orages, sans crainte de malheur.

Aimons-la donc de toute notre énergie! Aimons-la, soutenons-la, défendons-la!

Soyons à elle, tête, bras et cœur!

Sentinelles vigilantes ne nous endormons jamais près du trésor confié à notre garde!

L'ennemi pourrait nous surprendre.

Sous quelque forme qu'il se présente, monarchie, dictature ou consulat, repoussons-le.

La République est l'unique espoir de la France, sa seule voie de salut! Vive la République!

GEORGES OLIVIER.

Il est une loi qui préside au développement de tous les êtres, isolés ou collectifs, c'est la loi du progrès et de continuité. Cette loi, qui veut que chaque modification à la nature des choses ait été précédée par une série régulière, dont chaque terme, engendré par le terme précédent, soit un acheminement incessant et progressif vers un but déterminé.

La résistance aveugle et criminelle apportée par les gouvernants à l'action de cette loi, appliquée au développement social, a provoqué et déterminé la commotion terrible et générale qui, arrachant à leurs bases séculaires les sociétés de la vieille Europe, les lancent violemment sur une voie mystérieuses et inexplorée, à la recherche d'un monde inconnu, guidées par des principes pressentis, entrevus, mais qui ne sont encore ni compris ni définis.

Vainement, au milieu de l'immense cataclysme où disparaissent hommes et choses, les grands prêtres de la science se retournent inquiets pour interroger le passé; le passé reste muet! la chaîne des temps est rompue.

Cessons donc de lui demander le secret de l'avenir, de nous appuyer sur ce sol mouvant prêt à engloutir le pied qui le presse, et sans essayer de ressusciter des ruines, sans nous égarer davantage dans ces routes perdues qui ne conduisent plus à rien; frayons-nous hardiment une route large et nouvelle, hâtons de bâtir l'édifice majestueux qui doit abriter les destinées futures de l'humanité.

Jamais n'a sonné heure plus solennelle, jamais mission plus sublime ne fut confiée à une nation.

France! douce et noble patrie, fille chérie du ciel, cette mission est la tienne!

Tu sauras la remplir : c'est toi que les peuples regardent, c'est ta voix qu'ils écoutent, car tu es la nation fraternelle et sympathique, car ton flambeau chauffe plus encore qu'il n'éclaire. Ces redoutables problèmes, devant lesquels l'intelligence recule étonnée, c'est du cœur de tes fils qu'en jaillira la solution.

A l'œuvre! ouvriers de l'avenir, ne restons pas au-dessous de cette tâche sacrée, d'autant plus digne de nous qu'elle est plus grande si, par impossible, abdiquant notre mandat sublime, infidèles à l'humanité, nous trompions son légitime espoir, bientôt frappés par la réprobation divine, nous subirions le juste châtement réservé aux races égoïstes et lâches que la céleste colère efface à jamais du livre des nations!... C. A. S.

Honneurs aux propriétaires généreux!

La misère du peuple trouve des cœurs compatissants qui viennent au-devant d'elle pour la soulager.

Les prolétaires sont en grand nombre en ce moment, et l'échéance prochaine de leurs loyers augmente leur sollicitude.

Inquiets de leur vie de chaque jour, privés de travail, ne sachant pas comment ils pourront nourrir leur famille avec le prix de leur labeur de chaque jour, les ouvriers se voient menacés bientôt de voir décimer leurs tristes ressources par le prix des mansardes qu'ils devront solder le 8 avril à leurs propriétaires.

Eh bien! parmi ces propriétaires, que les communistes attaquent avec tant d'amertume, et qu'ils accusent de haine contre le peuple, il se trouve des hommes compatissants qui comprennent toutes les douleurs de la situation présente, et qui s'efforcent, autant qu'ils le peuvent, par des sacrifices personnels, d'y porter un remède salutaire.

Voilà ce qu'on fait hier les citoyens Vautier et Guy, habitants du XII^e arrondissement, rue de la Montagne-Sainte-Genève.

Ils ont fait remise d'un terme entier à leurs nombreux locataires!

Aussi une fête toute d'élan et de sympathie est elle venue les récompenser de cette générosité.

Un bal suivi d'une illumination et d'un feu d'artifice a été hier la preuve de la reconnaissance des prolétaires de la rue de la Montagne-Sainte-Genève.

Un tel exemple mérite d'être signalé : la gratitude publique sait s'élever en concert pour bénir les hommes qui comprennent et accomplissent si loyalement la sainte règle de la Fraternité. G. O.

XII^e Arrondissement.

Les Gardes nationaux de la XII^e légion devront se réunir pour déposer leurs votes dans les localités ci-dessous désignées :

PREMIER BATAILLON. — Première compagnie. Caserne Lizieux, rue des Carmes, 8. — Deuxième. Impasse aux Bœufs, rue des Sept-Voies, classe. — Troisième. Ecole communale, enclos Saint-Jean-de-Latran, préau. — Quatrième. Collège de France, amphithéâtre, n° 1. — Cinquième. Rue de la Montagne-Sainte-Genève, 37, au rez-de-chaussée. — Sixième. Ecole communale, rue des Bernardins, 12, au premier. — Septième. Salle de bal Chandonnay, place Cambray, 6. — Huitième. Ancienne école normale, rue Saint-Jacques.

DEUXIEME BATAILLON. — Première compagnie. Ecole des Mines, salle des Cours, rue d'Enfer, 34. — Deuxième. Amphithéâtre, rue des Postes, 26 bis, impasse des Vignes. — Troisième. Collège des Irlandais, rue de ce nom. — Quatrième. Ecole communale, rue Saint-Jacques, 27, dans l'impasse. — Cinquième. Local des Sourds-Muets, rue Saint-Jacques, 256. — Sixième. Ecole de Pharmacie, rue de l'Arbalète, 13. — Septième. Rue des Postes, 26, ancien séminaire. — Huitième. Rue de l'Arbalète, 26, au rez-de-chaussée.

TROISIEME BATAILLON. — Première compagnie. Ecole communale de Garçons, rue de Pontoise, 21, préau. — Deuxième. Rue Cuvier, grand Amphithéâtre, jardin National. — Troisième. Caserne Saint-Victor, 68, rue Saint-Victor. — Quatrième. Caserne des Pompiers, rue de Poissy, 10. — Cinquième. Salle d'administration, 57, rue Cuvier, jardin National. — Sixième. Rue Mouffetard, 69, salle du bal. — Septième. Rue Neuve-Saint-Elie, 6 bis, local particulier. — Ecole communale, rue des Fossés-Saint-Victor, 45, préau et classe.

QUATRIEME BATAILLON. — Première compagnie. Rue du Marché-aux-Chevaux, maison Bourse. — Deuxième. Rue de Buffon, 15, maison Ogereau. — Troisième. Ecole Cochin, rue Saint-Hippolyte, 27, classe des filles. — Quatrième. Impasse des Sœurs, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Marcel, 6, préau. — Cinquième. Aux Gobelins, salle d'Exposition. — Sixième. Rue Mouffetard, 61, à la caserne. — Septième. A la Boulangerie, place Scipion. — Huitième. Aux Gobelins, salle de dessin.

— Les citoyens Hubert Cailloux, rue Galande 31, Emile Amyot, rue des Noyers, 56, Oudot et Canvry, rue Galande, 57, ouvrent, lundi prochain, une école de peloton pour l'exercice nécessaire à la garde nationale. Nous applaudissons au dévouement de ces bons citoyens dont le titre d'anciens militaires garantit l'expérience.

Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité Fraternité.

AVIS AUX CITOYENS ÉLECTEURS DE PARIS.

A l'approche des élections, le Gouvernement provisoire veut que tous les citoyens qui sont appelés pour la première fois à voter pour la nomination des représentants du peuple sachent bien ce qu'ils doivent faire quand ils vont exercer ce droit si important.

Quels sont les citoyens qui ont le droit de voter ?

Tout citoyen âgé de vingt-un ans, et qui n'a été frappé d'aucune condamnation judiciaire qui le déclare incapable, a le droit de participer à la nomination des représentants du peuple; mais pour être admis à voter, il doit d'abord être inscrit sur la liste des électeurs.

Liste des électeurs, comment s'y fait-on porter ?

La liste des électeurs est faite à chaque mairie, dans chaque arrondissement; elle contient le nom, les prénoms et l'âge de tous les citoyens qui habitent cet arrondissement depuis six mois.

En conséquence, tout citoyen âgé de vingt-un ans, non encore inscrit, doit se présenter à la mairie de l'arrondissement qu'il habite depuis six mois, ou du dernier arrondissement qu'il avait habité pendant six mois, et doit demander qu'on le porte sur la liste des électeurs.

Mais tout citoyen, âgé de vingt-un ans, déjà inscrit pour voter dans les élections de la garde nationale, n'a pas besoin de se présenter de nouveau; les mairies de chaque arrondissement prendront les mesures nécessaires pour que les listes dressées en vue des élections de la garde nationale servent pour l'élection des représentants du peuple. On supprimera les noms des citoyens qui n'auraient pas vingt-un ans, on ajoutera les noms de ceux qui auront dépassé leur cinquante-cinquième année, et les listes seront ainsi légalement faites.

Comment le citoyen peut-il prouver qu'il a vingt-un ans ?

Si le maire, ou la personne chargée de recevoir l'inscription d'un citoyen, lui demande de prouver qu'il a vingt-un ans, le citoyen devra produire son acte de naissance. La production de cet acte est facile pour le citoyen né à Paris : à chaque mairie, au greffe, on délivre sans frais les extraits de l'acte de naissance; on peut d'ailleurs consulter immédiatement les registres. Pour ceux qui ne sont pas nés à Paris ils devront réclamer chez eux leur acte de naissance.

Recommandation aux citoyens.

Le Gouvernement provisoire recommande à tous les citoyens cette formalité nécessaire de l'inscription sur la liste. Le citoyen non inscrit, ne pouvant pas être admis à voter, il perdrait son droit, s'il ne l'assure pas en se faisant porter sur la liste; et la vérité, la sincérité de l'élection sera d'autant plus certaine aux yeux de tous, que l'universalité des citoyens aura donné son concours à la nomination des représentants du peuple.

Quand finit le droit de se faire inscrire ?

Jusqu'au 15 avril à minuit, les inscriptions sont reçues à chaque mairie. Le 15 du mois d'avril, une liste paraîtra dans chaque arrondissement; elle sera affichée à un grand nombre d'exemplaires.

Le lendemain 16, et jusqu'au 20 avril à minuit, tous ceux dont les noms ne se trouveront pas sur la liste de leur arrondissement auront encore le droit de réclamer leur inscription. Le 21 et le 22, les listes définitives additionnelles seront publiées et affichées. Ainsi le droit de se faire inscrire finira le 20 avril à minuit.

Avertissement aux citoyens.

Les citoyens sont avertis que, dans chaque mairie, des employés sont constamment à la disposition des électeurs pour recevoir leurs noms; et comme le Gouvernement veut que les ouvriers soient inscrits, chaque mairie s'ouvrira le matin à six heures, et ne se fermera qu'à dix heures du soir, de sorte qu'avant de se rendre au travail et en revenant du travail, les ouvriers peuvent se présenter pour obtenir leur inscription.

Des cartes d'électeurs.

Une fois inscrit, l'électeur devra retirer à la mairie de son arrondissement une carte d'admission, avec laquelle il entrera dans le collège pour y exercer son droit. La carte qui porte le nom de l'électeur indique la section où il doit aller voter, l'heure où s'ouvre le scrutin, l'heure où il se ferme, le nombre de jours pendant lesquels le vote sera reçu. Des affiches spéciales feront connaître les divers bureaux où les cartes seront délivrées.

Ce qui doit précéder le vote.

Avant qu'ils se rendent à l'assemblée pour déposer leur vote, on ne saurait trop recommander à tous les électeurs de se réunir en comités, en assemblées préparatoires, ou de chercher un certain nombre d'entre eux pour fixer les candidatures, pour bien s'éclairer sur les choix à faire, de manière à ce que les représentants qui seront nommés pour l'assemblée nationale soient l'expression réelle de la volonté du peuple.

L'élection.

Au jour de l'élection, dimanche 23 avril, voici ce que fera l'électeur :

D'abord, il écrira ou fera écrire d'avance, et avant d'entrer dans la salle, sur un bulletin, trente-quatre noms qui indiquent les choix qu'il a faits pour l'Assemblée nationale. Il peut avoir ces trente-quatre noms imprimés ou lithographiés. L'important, c'est qu'il connaisse bien les citoyens que son bulletin désigne comme représentants.

L'électeur, muni de son bulletin, se rendra au lieu que sa carte lui désignera pour lieu de réunion, où il doit aller voter.

A l'appel de son nom, l'électeur présentera son bulletin au président, qui le déposera dans l'urne en présence de l'électeur, qui alors se retirera. Si l'électeur n'assiste pas au premier appel, il pourra se présenter dans la journée jusqu'à l'heure indiquée sur la carte pour la clôture du scrutin; il remettra son bulletin au président comme il est dit ci-dessus, en faisant connaître son nom.

Comme le dimanche ne suffira pas à recevoir les votes de tous les électeurs, les citoyens, auxquels il sera impossible de voter le premier jour, seront admis à voter dans les jours suivants, selon ce qui sera dit sur la carte d'électeur.

Ainsi s'accomplira le droit, ainsi s'accomplira le devoir de chaque citoyen.

Le gouvernement provisoire espère que ces explications, rendues aussi claires que possible, faciliteront au peuple tout entier les moyens de remplir un devoir si important. Il recommande encore à tous les citoyens, avec les plus vives instances, en terminant cette instruction, de se réunir pour bien s'entendre sur le choix des candidats et de ne pas manquer d'aller déposer leur vote dans l'urne électorale.

Fait en séance du gouvernement, le 4 avril 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Sur le rapport de la Commission du gouvernement pour les travailleurs,

Considérant qu'il importe de donner une sanction au décret du 2 mars 1848, en ce qui concerne la fixation de la durée du travail effectif dans Paris, le Gouvernement provisoire décrète : tout chef d'atelier qui exigera de ses ouvriers plus de dix heures de travail effectif, sera puni d'une amende de 50 à 100 fr. pour la première fois; de 100 à 200 fr. en cas de récidive, et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

Fait en conseil de gouvernement, le 4 avril 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Décret rectificatif.

Le gouvernement provisoire décrète :

Le décret du 29 mars 1848 est rectifié comme il suit :

Vu le décret du 1^{er} mars courant, qui a prorogé de dix jours l'échéance des effets de commerce depuis le 22 février jusqu'au 15 mars présent mois;

Vu l'art. 163 du Code de commerce;

Considérant que le délai ordinaire de quinze jours accordé au porteur pour exercer son recours par voie de dénégations, est insuffisant dans les circonstances actuelles;

Que, d'ailleurs, il est utile d'accorder au porteur les moyens de faciliter aux endosseurs ou aux autres obligés le remboursement qui pèse sur eux;

Sur le rapport du ministre de la justice,

Décète :

Provisoirement, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le délai de quinze jours accordé aux porteurs d'effets de commerce, est prorogé de quinze jours, non compris les délais de distance.

Fait en conseil de gouvernement, le 4 avril 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le gouvernement provisoire décrète :

Il sera fait une première commande de 130,000 écharpes et 43,000 drapeaux à la fabrique de Lyon. Les fonds nécessaires à l'exécution de cette commande seront mis à la disposition du citoyen commissaire du gouvernement à Lyon, qui sera chargé de faire les commandes et d'en suivre l'exécution de concert avec le receveur général des finances.

Le ministre des finances et le ministre du commerce sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris en conseil de gouvernement, le 4 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire.

Vu le décret du 30 mars 1848, portant que les citoyens Bineau et Didion ont été nommés commissaires extraordinaires près les chemins de fer d'Orléans et du Centre;

Considérant qu'il est établi que les compagnies de ces deux chemins n'ont plus aujourd'hui un pouvoir suffisant pour assurer le service des transports;

Considérant que dans cet état de choses il est du droit et du devoir du gouvernement de prendre provisoirement l'administration et l'exploitation de ces deux chemins, toute réserve faite d'ailleurs des droits et des intérêts des actionnaires et des tiers;

Sur la proposition du ministre des travaux publics;

Décète :

Art. 1^{er}. Les chemins de fer de Paris à Orléans et du Centre sont placés sous séquestre.

Ils seront administrés et exploités sous la direction du ministre des travaux publics.

Art. 2. Le citoyen Sauvage, ingénieur des mines, est nommé administrateur des deux chemins; il y exercera ses pouvoirs sous l'inspection des citoyens Didion, inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées, et Bineau, ingénieur en chef des mines.

Art. 3. A dater de ce jour, tous les produits directs et indirects des deux chemins seront perçus, nonobstant toutes oppositions ou saisies-arrêts, et seront appliqués à tous les besoins de l'entreprise.

Fait en conseil de gouvernement, à Paris, le 4 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le ministre de la marine et des colonies arrête ce qui suit :

1^o Le titre d'élève de marine est remplacé par l'appellation républicaine d'aspirants de marine.

2^o Les volontaires de la marine prendront désormais le titre d'aspirants auxiliaires de la marine.

Paris, le 2 avril 1844.

F. ARAGO.

Par arrêté du 28 mars, le ministre de l'intérieur a décidé qu'une somme de 40,000 fr., qui avait été indûment retranchée en 1841, par les Chambres, sur les revenus appartenant en propre à l'hospice des Quinze-Vingts, serait provisoirement prélevée sur les fonds des secours généraux pour être rendue à cet établissement, en attendant que les pouvoirs compétents la portent définitivement à son budget.

Cette restitution, qui était sollicitée depuis longtemps, permettra de créer immédiatement trois cents nouvelles bourses d'aveugles pensionnaires externes des Quinze-Vingts, et d'augmenter ainsi le nombre total des malheureux de cette classe si digne d'intérêt auxquels des secours réguliers sont assurés par l'Etat.

Quelques citoyens travailleurs dans les ateliers nationaux craignent d'y perdre leurs emplois, s'ils s'absentent pour aller aux élections de la garde nationale.

Cette crainte est mal fondée. Les ouvriers doivent s'entendre immédiatement avec leurs chefs d'ateliers, et toutes les mesures seront prises pour leur faciliter l'accomplissement de leur droit électoral, sans nuire en rien à la position qu'ils occupent.

Les citoyens qui, ayant été prévenus ou condamnés politiques, désirent obtenir la copie des écrous qui les concernent, sont priés de vouloir bien en faire la demande par écrit à la préfecture de police, en ayant soin d'indiquer d'une manière très-lisible leur nom et prénoms, et, autant que possible, la date de leur arrestation, ainsi que la prison où ils ont été détenus.

Le préfet de police,

CAUSSIDIÈRE.

MAIRIE DE PARIS.

Représentation gratuite.

La première représentation gratuite offerte au peuple par le théâtre de la République aura lieu jeudi prochain 6 avril.

Les citoyens qui voudraient y assister, sont invités à se faire inscrire à leurs mairies respectives, où des billets viennent d'être adressés.

Après la clôture de la liste d'inscription, sur laquelle on admettra seulement un nombre de citoyens égal à celui des billets départis à chaque arrondissement, le maire, en présence des citoyens inscrits, tirera au sort la distribution des différentes places.

Par mesure d'ordre, il est interdit aux employés des mairies de se faire porter sur la liste.

Le maire-adjoint,

BUCHÉZ.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances;

Vu le décret du 21 mars dernier et les arrêtés des 21 et 26 du même mois, relatifs aux facilités accordées aux négociants qui voudront déposer leurs marchandises dans des magasins agréés par l'Etat contre des récépissés transmissibles par voie d'endosseur;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les magasins de l'entrepôt des vins et liquides de Paris pourront recevoir les marchandises déposées en exécution du décret et des arrêtés précités.

Art. 2. Le délégué du ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera déposé au secrétariat-général pour être notifié à qui de droit.

Paris, le 4 avril 1848.

Le général Cavaignac a publié l'ordre du jour suivant :

Au quartier-général, à Alger, le 27 mars 1848.

Le gouverneur-général veut exprimer directement aux troupes de la division qui assistaient à la revue hier toute sa satisfaction pour la belle tenue qu'elles y ont présentée, pour l'excellent esprit dont elles y ont fait preuve. La veille, appelées à jouer, pour la première fois, du droit qui appartient à tous les citoyens, elles y avaient apporté un esprit d'ordre, un intérêt sérieux et grave qui justifie la confiance de la nation.

Les troupes réunies autour d'Alger, expression fidèle de l'armée d'Afrique tout entière, répondront aux espérances que la République a mise en elle. En Algérie, ailleurs si elles y étaient appelées, elles seront heureuses et fières d'avoir à donner la preuve de leur dévouement entier, absolu à la nation qui leur a confié ses armes.

Le général de division, gouverneur général de l'Algérie.

E. CAVAIGNAC.

Hôtel-de-Ville.

Une députation des citoyens irlandais habitant Dublin, Manchester et Liverpool, est venue présenter au Gouvernement provisoire des adresses d'adhésion et de félicitations.

M. de Lamartine a répondu :

« Citoyens de l'Irlande, de Dublin, de Manchester et de Liverpool !

« Si nous fallait une autre preuve de l'influence pacifique de la proclamation du grand principe démocratique, ce christianisme nouveau éclatant à l'heure opportune et séparant le monde, comme autrefois, en monde païen et en monde chrétien, nous la trouverions, cette preuve de l'action toute-puissante d'une idée, dans ces visites que les nations ou les fractions de nations viennent rendre spontanément ici à la France républicaine et à son principe.

« Nous ne sommes pas étonnés d'y voir aujourd'hui une partie de l'Irlande. L'Irlande sait combien ses destinées, ses souffrances et ses progrès successifs en liberté religieuse, en unité et en égalité constitutionnelle avec les autres parties du royaume-uni ont ému de tout temps le cœur de l'Europe ! Nous le disons, il y a peu de jours, à une autre députation de vos concitoyens, nous le dirons à tous les enfants de cette glorieuse île d'Erin qui, par le génie naturel de ses habitants, comme par les péripéties de son histoire, est à-la-fois la poésie et l'héroïsme des nations du Nord. (Bravo ! bravo !)

« Sachez donc bien que vous trouverez en France, sous la République, tous les sentiments que vous lui apportez ! Dites à vos concitoyens que le nom de l'Irlande et le nom de la Liberté courageusement défendue contre le privilège est un même nom pour tout citoyen français ! Dites-leur que cette

reciprocité qu'ils invoquent, que cette hospitalité dont ils se souviennent, la République sera glorieuse de s'en souvenir et de les pratiquer toujours avec les Irlandais; dites-leur surtout que la République française n'est pas et ne sera pas une République aristocratique, où la liberté masque le privilège, mais une République embrassant le peuple tout entier dans les mêmes droits et dans les mêmes bienfaits.

« Quant à d'autres encouragements, il ne serait pas convenable à nous de vous les donner, à vous de les recevoir. Je l'ai dit déjà à propos de la Suisse, à propos de l'Allemagne, à propos de la Belgique et de l'Italie. Je le répète, à propos de toute nation qui a des débats intérieurs à vider avec elle-même ou avec son Gouvernement. Quand on n'a pas son sang dans les affaires d'un peuple, il n'est pas permis d'y avoir son intervention ni sa main. Nous ne sommes d'aucun parti, en Irlande ou ailleurs, que du parti de la justice, de la liberté et du bonheur des peuples! aucun autre rôle ne nous serait acceptable, en temps de paix, dans les intérêts et dans les passions des nations étrangères! la France veut se réserver libre pour tous les droits.

« Nous sommes en paix et nous désirons rester en bons rapports d'égalité, non avec telle ou telle partie de la Grande-Bretagne, mais avec la Grande-Bretagne tout entière! Nous croyons cette paix utile et honorable non-seulement pour la Grande-Bretagne et pour la République française, mais pour le genre humain; nous ne ferons aucun acte, nous ne dirons aucune parole, nous n'adresserons aucune insinuation en contradiction avec les principes d'inviolabilité réciproque des peuples que nous avons proclamés et dont le continent recueille déjà les fruits! La monarchie déchue avait des traités et des diplomates; nous avons des peuples pour diplomates et des sympathies pour traités; nous serions insensés de changer une telle diplomatie au grand jour contre des alliances sourdes et partielles avec les partis même les plus légitimes dans les pays qui nous environnent; nous n'avons qualité ni pour les juger, ni pour les préférer les uns aux autres. En nous déclarant amis de ceux-ci, nous nous déclarerions ennemis de ceux-là. Nous ne voulons être ennemis d'aucun de vos compatriotes; nous voulons faire tomber au contraire, par la loyauté de la parole républicaine, les préventions et les préjugés qui existaient entre nos voisins et nous.

« Cette conduite nous est inspirée, quelque pénible qu'elle soit, par le droit des gens autant que par nos souvenirs historiques.

« Savez-vous ce qui a le plus irrité et le plus désaffectionné la France de l'Angleterre dans la dernière République? C'est la guerre civile reconnue, soldée et servie par M. Pitt dans une partie de notre territoire. Ce sont ces encouragements et ces armes données à des Français héroïques aussi comme vous, mais à des Français combattant d'autres Français! Ce n'était pas là la guerre loyale! c'était la propagande royaliste faite avec le sang français contre la République! Cette conduite, n'est pas encore malgré nos efforts, tout-à-fait effacée de la mémoire de la nation. Eh bien, cette cause de ressentiment entre la Grande-Bretagne et nous, nous ne la renouvellerons pas en l'imitant jamais! Nous recevons avec reconnaissance les témoignages d'amitié des différentes nationalités qui forment le grand faisceau britannique! Nous faisons des vœux pour que la justice fonde et resserre l'unité des peuples, pour que l'égalité en soit de plus en plus la base; mais en proclamant avec vous, avec elle et avec tous, le saint dogme de la fraternité, nous ne ferons que des actes fraternels, comme nos principes et comme nos sentiments pour tous les Irlandais. » (*Vive la République! vive Lamartine!*)

Révolution Européenne.

— ALLEMAGNE. La Diète prussienne a été ouverte à Berlin le 2 avril, par M. Camphausen, président du conseil. Elle a immédiatement reçu communication de la nouvelle loi électorale, d'après laquelle sera nommée l'assemblée constituante, et de quelques autres projets de loi importants.

La loi électorale consacre le suffrage universel à deux degrés. Il y aura un électeur définitif (Wahlmann) sur 500 habitants, un député sur 50,000. Tout prussien âgé de vingt-quatre ans, sera électeur en premier. L'élection aura lieu par district.

L'Assemblée nationale comprendra de 559 à 400 députés. Il n'y aura qu'une seule chambre.

Les projets de loi présentés en même temps que la loi électorale, portent :

Abolition des cautionnements des journaux;
Abolition des juridictions spéciales pour les crimes de haute trahison;
Consécration du droit d'association;
Égalité des cultes.

— Pour la prochaine Diète-Réunie, le roi de Prusse a nommé maréchal (président) de la curie des seigneurs le prince de Solms-Hohensolms-Hick, vice-maréchal le comte d'Arnim; maréchal de la curie des Trois-États le général de Rochon, vice-maréchal de Baurgrave de Brünnech.

M. Camphausen, président du conseil, sera le commissaire du roi auprès de la diète.

Le public et les journalistes seront admis aux séances.

— Nous lisons dans une correspondance de Berlin, du 2 avril :

« Je sors de la diète, c'est-à-dire d'une séance préparatoire que les députés arrivés jusqu'aujourd'hui ont tenue à l'hôtel de Russie, et où ils ont résolu de ne pas déposer leurs mandats, mais bien de finir leurs travaux en une ou deux séances seulement, pour sauver ainsi les apparences. Hélas! ces messieurs croient devoir, dans la crise actuelle, s'occuper seulement de formes et d'apparences; tandis que le peuple, toujours souffrant, mais toujours debout, attend avec une extrême impatience la nouvelle loi électorale, seul but de la résurrection de notre ancienne diète. Le rappel d'une partie des troupes (du 24^e régiment entré avant-hier à Berlin) rend déjà le peuple assez méfiant, et il ne s'en faut que d'une étincelle pour faire éclater le feu qui couve sous la cendre.

« D'abord la Silésie, la Saxe et une forte partie de l'Allemagne méridionale sont en pleine guerre civile. L'exaspération des paysans contre leurs oppresseurs (les possesseurs de fiefs et de domaines seigneuriaux), des ouvriers contre leurs maîtres ne connaît plus de bornes; c'est une révolution de la misère et de la faim.

« Vainement les ministres de la Prusse, de Wurtemberg et de la Saxe ont-ils prononcé des peines sévères contre toute violation des droits de l'aristocratie du sol; hélas! la situation du peuple est déjà tellement affreuse, qu'elle ne saurait le devenir davantage.

« On est donc très-fatigué de nos *trainards* de la diète, et quelques hommes du peuple ont déjà fait entendre des paroles menaçantes. Hier soir, on a crié devant l'hôtel même où siège la commission des travailleurs : *Du travail ou du pain ou la mort et du sang!* Que le ciel nous préserve d'une Vendée prussienne!

« Je vous le répète : nous ne craignons ni les Russes ni les Cosaques. Toute la Lithuanie est en feu; et, pour le reste, la Pologne vous sert d'avant garde.

« Une seule chose pourrait entraver nos mouvements, c'est l'entêtement du roi de Danemark, à propos de l'éternelle et ennuyeuse question du Schleswig-Holstein, pomme de discorde lancée habilement par les cabinets de Saint-Petersbourg et de Londres.

« Le roi Christian a fait avancer un corps d'armée sur Hadersleben, où les Danois se sont, à ce qu'on assure, battus avec les citoyens de Schleswig-Holstein.

« Ces derniers ont envoyé M. Schlée en toute hâte pour demander des secours au roi de Hanovre. Celui-ci leur a promis 6,000 hommes qui doivent partir par le chemin de fer. On calcule même que d'ici à peu de jours, une armée allemande de 40,000 hommes pourra se concentrer à l'embouchure de l'Elbe pour marcher contre les Danois.

« P. S. Je reouvre ma lettre pour vous annoncer l'arrivée à Berlin des deux commissaires danois, MM. le comte Kunth et Orla-Lehmann. Ils viennent annoncer que dorénavant le passage du Sund sera libre pour la marine (prussienne), et l'on croit que la question de Schleswig-Holstein sera soumise à une médiation. »

ITALIE. — On lit dans le *Sémaphore de Marseille* :

« Tout ce qui se passe à Rome est inouï!

« La guerre contre l'absolutisme est déclarée; c'est une véritable croisade qui s'organise contre les oppresseurs de la liberté et de l'indépendance de l'Italie. Toutes les troupes sont parties vers la frontière avec de nombreux détachements de volontaires. L'enthousiasme est vraiment remarquable.

« On a fait une souscription pour l'équipement des volontaires; on leur a offert 15 bayerques par jour; il ont répondu : « Nous ne voulons que du pain!... » Alors le général s'est écrié : « Non, non, vous avez 10 bayerques. »

« On a fait une souscription. Le pape a envoyé 50,000 fr.; tous les ordres religieux, la noblesse, le commerce, les cardinaux y ont contribué.

« Les gens du peuple se rendent sur les places publiques où les souscriptions sont ouvertes, et vont offrir publiquement, les hommes, leurs montres, les femmes, leurs pendans d'oreilles, leurs anneaux, leurs chaînes, toute leur parure d'or et d'argent. C'est un fait inouï dans les annales de Rome.

« Même enthousiasme dans les provinces. C'est 50,000 hommes que le général Durando aura, dans quelques jours, sous son commandement; tous ces volontaires se concentreront à Bologne, pour marcher ensuite sur la Lombardie. La plus parfaite tranquillité règne dans la capitale. Les gardes civiques, en l'absence de la garnison, occupent tous les postes. Le ministère laïque fonctionne à merveille et avec énergie. Depuis son installation, toutes les menées souterraines du parti-austro-jésuite tendant à entraver le développement du progrès sont devenues impuissantes. »

— Le gouvernement provisoire de Milan a publié le bulletin suivant :

« Les corps francs lombards et suisses sont à Brescia.

Le général piémontais Bès s'est avancé jusqu'au-delà de Chiari avec un corps de 5,000 hommes.

« Le général Crotti, avec un autre corps de 1,000 hommes, était aujourd'hui à Lodi.

« Le roi Charles Albert et le duc de Gènes sont partis aujourd'hui de Pavie à la tête de 8,000 hommes et arriveront ce soir à Lodi.

« Suit le duc de Savoie, avec un autre corps de 2,000 hommes; 100 pièces de canon accompagnent ces troupes.

« 10,000 Romains et 7,000 Toscans arrivent par Bologne et Ferrare, sur les rives du Pô, qu'ils passeront à Sargocero.

« On dit à Ragnolo que des corps francs lombards et suisses, auxquels se seraient unis les Tyroliens insurgés, auraient surpris et fait prisonniers 700 ou 800 hommes, parmi lesquels 70 houlans et 50 officiers.

« Radetzky est resté tous ces jours-ci à Orzinovi et à Soncino : les troupes autrichiennes sont arrêtées sur les rives de l'Oglio. Il paraît que le général a abandonné l'idée de se jeter dans Mantoue, la forteresse manquant de vivres.

« Tout le pays, depuis le Pô jusqu'aux Alpes du Tyrol, est insurgé et armé; l'ennemi trouve partout des obstacles de toute espèce.

« Il n'est pas douteux qu'en présence d'un corps d'armée régulier, Radetzky ne soit contraint à capituler. »

— Milan, 31 mars. — Ainsi que l'annonce ce bulletin, le roi de Sardaigne est arrivé à Lodi le 31. Il en a daté la proclamation suivante :

« Soldats! nous avons passé le Tessin, et nos pieds foulent enfin la terre sacrée de la Lombardie. Vous méritez que je proclame la facilité avec laquelle, sans tenir compte des fatigues d'une marche forcée, vous avez fait 110 milles en 72 heures.

« Beaucoup d'entre vous, accourus des extrêmes frontières de l'Etat, ont à peine pu rejoindre leur drapeau à Pavie;

mais ce n'est pas encore le moment de penser au repos; nous le goûterons après la victoire.

« Soldats, grande et sublime est la mission à laquelle la divine Providence nous appelle par ses profonds décrets; nous devons, délivrer la patrie commune, cette sainte terre italienne, de l'étranger qui la foule et l'opprime depuis des siècles.

« Tous les âges futurs envieront au nôtre les nobles lauriers que Dieu nous promet. Dans peu de jours, dans peu d'heures, nous nous trouverons en face de l'ennemi. Pour vaincre, il vous suffira de vous rappeler votre gloire de huit siècles, et les immortels exploits du peuple milanais, de vous rappeler que vous êtes des soldats italiens.

« Vive l'Italie!

« Donné le 31 mars, à notre quartier-général de Lodi.

CHARLES ALBERT. »

AUX ITALIENS DE LA LOMBARDIE, DE LA VÉNÉTIE, DE PLAISANCE ET DE REGGIO.

« Appelé par ceux d'entre vos concitoyens auxquels une confiance bien méritée a livré la direction temporaire de la chose publique, et surtout visiblement poussé par la main de Dieu, qui pardonnant à l'Italie ses anciennes fautes, pour tous les malheurs qu'elle a soufferts, a voulu la ressusciter à une nouvelle et glorieuse vie, je viens à vous à la tête de mon armée, suivant en ceci l'impulsion de mon cœur. Je viens sans conditions, et uniquement pour terminer la grande entreprise si heureusement commencée par votre valeur.

« Italiens! sous peu notre patrie sera purifiée de l'étranger.

« Bénie soit mille fois la Providence, qui a voulu me réserver pour une si belle journée, et qui a choisi mon épée pour poursuivre et achever le triomphe de la plus sainte des causes.

« Italiens, la victoire est certaine : vos armes, en abrégant la lutte, vous rendront la sécurité qui vous permettra de procéder avec calme à la réorganisation de votre régime intérieur; le vœu de la nation pourra s'exprimer librement.

« Inspirez-vous surtout, dans cette heure solennelle, de l'amour de la patrie et de vos anciennes divisions, de vos discordes qui ont ouvert les portes de l'Italie à l'étranger.

« Invoquez d'en haut les célestes inspirations; que l'angélique esprit de Pie IX se répande sur vous, et l'Italie sera sauvée.

« CHARLES-ALBERT. »

On lit dans le *Constitutionnel* :

« Une nouvelle assez grave s'est répandue ce soir à Paris avec un certain caractère d'authenticité. Il paraîtrait qu'à l'approche de la colonne d'émigrés savoisiens qui est partie de nos départements frontières, le gouverneur de chambéry aurait pris la fuite, et que la Savoie aurait proclamé la République. On ne sait si l'intention des Savoisiens est de former un Etat indépendant ou de demander leur réannexion à la France. »

LE ROI CHARLES-ALBERT A SES PEUPLES.

« Mes devoirs de roi, les obligations qui m'attachent aux intérêts sacrés de l'Italie, m'ont fait partir avec mes fils pour les plaines lombardes, où doivent se décider les destinées de la patrie italienne.

« L'armée, l'objet de notre constante sollicitude et de notre amour, nous suit. Un grand nombre de valeureux citoyens sont spontanément accourus pour partager avec nous les fatigues de la guerre et les périls de la bataille.

« Notre cœur bondit à l'aspect de ce grand et universel enthousiasme; il est beau et glorieux pour nous d'être le chef de peuples généreux, dans la sainte entreprise inaugurée par le grand Pie.

« Aux milices communales du royaume, à l'affection du peuple, nous abandonnons avec pleine confiance la garde de notre famille, et le maintien de l'ordre, le premier fondement de toute liberté.

« Fidèles Savoyards, valeureux Liguriens, à votre fidélité, à votre honneur, à votre bras puissant, nous confions la défense de nos frontières; pendant l'absence de vos frères de l'armée, vous serez les dignes gardiens des institutions libres et de l'intégrité de la patrie.

« Donné le 23 mars, à notre quartier-général de Voghere.

— Les Milanais ont envoyé à Pie IX une adresse très-remarquable. En voici quelques passages :

« La grande cause de l'indépendance italienne, bénie par votre sainteté, a triomphé aussi dans notre cité. Nous l'avons scellée de notre sang, et nous nous en réjouissons, dans l'espoir que ce sang deviendra l'eau régénératrice pour nous et pour toute l'Italie.

« C'est en votre nom, Très-Saint-Père, que nous nous sommes préparés à combattre; nous avons inscrit votre nom sur nos drapeaux, sur nos barricades; dépourvus de tout, sans autres armes que la sainteté de notre droit, nous avons affronté en votre nom l'ennemi formidable; en votre nom, jeunes et vieux, femmes et enfants, ont joyeusement combattu, sont morts joyeusement; et maintenant, c'est en votre nom que nous découvrons la joie de nos cœurs devant Dieu; qui a remporté pour nous la victoire. »

L'adresse exprime ensuite cette pensée, qui est au fond de toutes les manifestations des Lombards, que la guerre ne sera terminée que quand le dernier Autrichien aura passé les Alpes. Alors la nation sera appelée à choisir librement sa forme de gouvernement.

Dans le mouvement qui emporte les populations italiennes vers les champs de la Lombardie; la Toscane se fait remarquer par son ardeur, les enrôlements sont si nombreux que le Gouvernement a dû établir différents dépôts de volontaires à Florence, à Pise, à Livourne, à Lucca, etc. Entretenus aux frais de l'Etat, ils y seront exercés au maniement des armes jusqu'à ce qu'il paraisse nécessaire d'utiliser leurs services; dans l'état des choses, leurs concours sont inutiles; onze mille Toscans, dont six mille hommes de troupes de ligne et cinq mille volontaires, sont déjà en Lombardie; ces troupes jointes aux Milanais, à l'armée piémontaise,

aux volontaires déjà engagés dans la lutte, forment un noyau plus que suffisant pour forcer l'étranger à repasser les Alpes.

Radetzky est aux abois, son armée est complètement démoralisée; cette aigle si menaçante il y a quelques semaines, éperdue aujourd'hui, cherche un moyen de fuir : il n'est pas même certain qu'elle le trouve.

Fivizzano est rentré dans la famille toscane, à laquelle se sont volontairement incorporés Massa et Carrare. Le 27, à la Pergola, le grand-duc Léopold a été salué le roi d'Etrurie.

Plusieurs lettres nous entretiennent de l'attitude inconcevable du commissaire de la République à Florence. Les Français sont consternés des manières excentriques de leur compatriote. Nous croyons devoir signaler le fait à l'attention, car il importe à tous que la France soit respectée au dehors.

ANGLETERRE. — L'Irlande n'est pas la seule préoccupation de l'Angleterre. Les chartistes prennent, eux aussi, une attitude menaçante au sein même de la métropole.

Samedi, une grande réunion a eu lieu. On y comptait des députations de cent corps de métiers différents, et ces députations ont annoncé que 500,000 individus assisteraient à la procession qui est fixée au lundi 10 avril.

Cette procession monstre doit porter à la chambre des communes une pétition en faveur de l'établissement de la charte. Cette pétition a 200 yards de long et pèse plus d'un quintal. Elle sera portée triomphalement par six hommes, et sera confiée à M. Feargus O'Connor, membre de la chambre, qui s'est chargé de la présenter.

Berne, 1^{er} avril 1848.

SUISSE. — Le directoire fédéral vient de refuser à la légion allemande formée en France le passage par la Suisse. Décidé à rester neutre dans les grandes questions du remaniement de l'Europe, il veut s'abstenir de tout acte qui pourrait recevoir quelque interprétation de parti. L'on approuve cette mesure, qui montrera combien l'autorité fédérale tient à rester dans les limites de la sagesse et du droit.

Le conseil exécutif de Berne a défendu aux Allemands domiciliés dans le canton de se constituer en corps auxiliaire armé. Les préfets ont reçu l'ordre de citer les chefs et de leur intimer la défense de convoquer des assemblées dans ce but, la Suisse devant garder une parfaite neutralité.

Le général Thiers, ministre de la République française, est arrivé à Berne. Voulant vivre en simple républicain, il a donné l'ordre de lui chercher un logement modeste, celui qu'occupait M. Bois-le-Comte étant trop somptueux pour convenir à ses goûts.

ESPAGNE. — L'insurrection de Madrid, si promptement réprimée, aurait été cependant une affaire très-sérieusement organisée, s'il faut en juger par les personnes qui y ont pris part et qui se trouvent aujourd'hui en état d'arrestation. Les noms les plus remarquables et les plus significatifs dans la liste très-incomplète que publient les journaux du 29 mars, sont ceux de M. Patricio de la Escosura, ministre de l'intérieur du cabinet Salamanca, les généraux Van-Halen et Ruiz, envoyés le premier à Ceuta, le second aux Canaries, et le général Noguera, tristement célèbre par l'exécution de la mère de Cabrera, et détenu aujourd'hui à la caserne des gardes-du-corps.

Le gouvernement a ordonné une visite domiciliaire générale sans exception. D'après les journaux modérés, les recherches de l'autorité auraient déjà obtenu le plus grand succès dans la journée du 28. Dans une seule maison, la police a trouvé 600 paquets de cartouches, des fusils, des carabines, des tromblons et des poignards en grande quantité. La maison de M. Salamanca a été l'objet d'une investigation toute particulière. Tous les efforts qu'on a faits pour retrouver l'ancien ministre ont été inutiles.

On avait dit, dans le premier moment, que MM. Olozaga, Mendizabal et autres chefs du parti progressiste, auraient été arrêtés; c'était une erreur.

Les clubs progressistes du 18 juillet et de l'avenir, regardés comme le quartier général des insurgés, ont été fermés par ordre de la police.

Le *Heraldo* assure que la reine, pour témoigner sa satisfaction aux soldats de la garnison de Madrid, leur a accordé une gratification sur sa cassette particulière.

La cour martiale a déjà condamné à mort deux insurgés. Le nommé Cano, qui a tué le capitaine Espana, et un Français appelé Pierre Barbès, qui, à ce que dit le *Heraldo*, s'était fait remarquer par son exaltation.

Le même journal annonce, dans sa dernière édition, que le courrier et les diligences viennent d'apporter au gouvernement la nouvelle que la plus complète tranquillité règne dans les provinces qui avoisinent Madrid, de même qu'à Valence, dans l'Estramadure et l'Aragon.

Le *Siglo* prétend que les représentants de France et d'Angleterre ont fait auprès du ministère une démarche en faveur de leurs nationaux, assurant que leurs gouvernements veraient avec plaisir qu'il n'y eût aucune exécution capitale.

L'*Eco del Comercio* et le *Siglo* du 28 ont été saisis. Le *Clamor publico* a dû l'être le lendemain, car nous ne l'avons pas reçu aujourd'hui.

La *Prensa* annonce que son rédacteur en chef a été emprisonné. On a arrêté aussi quelques autres rédacteurs de journaux progressistes, dont nous n'avons trouvé le nom nulle part.

Le nombre des morts et des blessés avait été, suivant l'habitude, fort exagéré. Il paraît que, tout compte fait, les troupes n'ont pas perdu plus de 40 hommes, et les insurgés plus de 30.

Le nombre des blessés a été plus considérable des deux côtés. Il y en a 116 dans un seul hôpital, où se trouve, atteint très-grièvement, le frère de M. Escosura.

Ce qui prouve, comme nous le disions en commençant, que l'insurrection avait été très-sérieusement organisée, c'est l'énergie avec laquelle les barricades ont été défendues, l'habile combinaison des manœuvres, qui donnaient aux insurgés l'aspect de vieux soldats, opérant stratégiquement, et non d'insurgés à la débânde, obéissant aux inspirations de leur enthousiasme.

« Il est évident, dit le *Faro*, que l'élément *ex-militaire* dominait parmi les insurgés, et ce qui est également incontestable, c'est que la plus grande partie de ceux qui ont préparé et exécuté le mouvement étaient venus de Barcelone, de Saragosse et de Valence pour jouer leur rôle dans cette tragédie. »

PORTUGAL. — Nous avons des nouvelles de Portugal jusqu'au 23 mars.

Le pays continuait à être calme. On s'occupait d'une réorganisation ministérielle qui, tout en changeant quelques uns des membres du cabinet actuel, ne devait apporter aucune altération sérieuse à la politique suivie jusqu'à ce jour.

DANEMARK. — On sait que le roi de Prusse a déclaré qu'il considérerait la moindre violation du territoire de Schleswig-Holstein par les Danois comme un cas de guerre.

Ce cas s'est présenté; les Danois ont commencé les hostilités, et la Prusse est mise en demeure de tenir sa promesse.

2,500 Danois ont pris, le 29 mars, possession de la petite ville de Hadersleben, en même temps qu'un navire de guerre adressait des sommations à l'île d'Absen et à la ville de Sonderburg.

Des estafettes ont été immédiatement expédiées à Hanovre et à Berlin par le Gouvernement provisoire du duché.

POLOGNE. — Des lettres particulières annoncent, mais sans donner aucun détail, qu'un soulèvement aurait éclaté à Wilna, en Lithuanie, et que les insurgés seraient maîtres de la ville.

Souscription pour la révolution polonaise.

PREMIÈRE LISTE.

Le BANQUET SOCIAL, 10 fr. — Thiellement, 50 fr. — Amyot, 1 fr. — Crin, 3 fr. — Bouniol, 1 fr. — Cortier, 1 fr. — Cailloux, chef de bataillon, 10 fr. — Georges Olivier, 1 fr. — Alexandre Cailloux, 1 fr. — Beudon, 1 fr. — Videcoq, 5 fr.

Faits Divers.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DES COLONELS

Les différentes légions de la garde nationale ont procédé hier à l'élection de leurs colonels.

Voici le résultat de l'élection dans les légions suivantes :

	Citoyens,	Votants.	Suffrages.
1 ^{re} légion.	Tracy,	10,234	6,066
3 ^e	Thirion.		
4 ^e	Ramond,	4,803	3,298
5 ^e	Favrel,	9,769	8,744
7 ^e	Dauphin,	7,543	7,024
9 ^e	Jautier,	4,639	3,324
15 ^e	Trélat (cavalerie),	634	381
8 ^e	Bourdon,	10,832	10,059
2 ^e légion.	Clément Thomas,	15,055	7,398
	Fourneyron,		2,766
	Delaage,		4,288

Aucun des candidats n'ayant réuni la majorité, il sera procédé demain à un nouveau tour de scrutin.

4^e légion. Général Piat, 4,841 2,525
(Banlieue.) Labbé, 1,414
Mahieu, 1,047

Aucun des candidats n'ayant réuni la majorité, il sera procédé demain à un nouveau tour de scrutin.

— On écrit d'Alger, le 23, au *Toulonnais* :

« Hier, à deux heures de l'après-midi, des condamnés militaires et des marins ont transporté sur la place ci-devant Royale des pièces de bois devant servir à l'enlèvement de la statue équestre du duc d'Orléans. Beaucoup de curieux assistaient à ces préparatifs, et peu à peu les esprits se sont échauffés à tel point, que l'on a pu craindre un instant de graves désordres.

« La foule avait considérablement grossi et était devenue tumultueuse. Elle résolut d'envoyer une députation auprès du général de division Cavaignac, gouverneur-général, pour lui faire connaître que le peuple verrait avec le plus grand déplaisir l'enlèvement de la statue du duc d'Orléans.

« Le général crut devoir donner l'ordre de suspendre les préparatifs, en annonçant cependant qu'il allait demander des ordres au Gouvernement de la métropole.

« Cependant, des rixes eurent lieu; un clerc d'avoué qui s'était permis d'exprimer une opinion en opposition avec celle des émeutiers, appartenant pour la plupart aux classes les plus infimes, faillit devenir victime de la rage de ces forcés.

« Ce jeune homme n'eut que le temps de gagner le poste de la place.

« Pendant toute la soirée, nous avons eu des cris et des chants discordants, mais on ne signale heureusement aucun désordre grave. — Il faudra bien cependant que les ordres du gouvernement soient exécutés.

« Demain dimanche, il y aura grande revue des troupes et de la milice au chant de manœuvres de Mustapha. »

— On lit dans le *Moniteur* :

« Plusieurs journaux s'occupent d'un document publié par le citoyen Tachereau, et relatif au citoyen Blanqui. A propos de cette publication, le préfet de police se trouve interpellé, d'un côté, par le journal *l'Assemblée nationale*, qui lui reproche d'avoir proposé un passeport au citoyen Blanqui pour faciliter sa fuite et s'interposer ainsi entre la justice morale du pays et les hommes qui peuvent avoir des comptes à rendre à leurs concitoyens, et, d'un autre côté, par le citoyen lui-même, qui, dans le journal *la Liberté*, niant (et il a raison de le faire) qu'il ait été mandé à la préfecture, où la délivrance d'un passeport lui aurait été offerte, semble imputer au citoyen préfet la responsabilité d'une semblable insertion.

« Le citoyen préfet de police saisit cette occasion pour rap-

peler à chacun que, tout entier à ses devoirs, il peut lui arriver souvent d'ignorer ces accusations contradictoires, et dans tous les cas, que son intention n'est point d'entrer en polémique avec les rédacteurs des divers journaux. Jamais, quoi qu'il en puisse coûter à ses sympathies ou à ses sentiments, la justice légale ou la justice morale ne sera entravée par son fait; et s'il est convenable d'attendre qu'en présence du démenti formel donné par le citoyen Blanqui, une enquête sévère ait démontré la vérité ou la fausseté de l'accusation portée contre lui, il est aussi de la plus complète exactitude quoique dise *l'Assemblée nationale*, qu'une instruction suit contre le sieur Delahodde, et que justice sera faite. »

Par arrêté en date du 30 mars, le ministre de l'intérieur institue une commission pour l'examen des réformes à faire à l'organisation de l'école française de Rome et de l'école de Beaux-Arts.

Cette commission se compose des citoyens :

David (d'Angers), sculpteur;
Rude, id.;
Barye, id.;
Ingres, peintre;
Drolling, id.;
Horace Vernet, id.;
Delacroix, id.;
Jeanron, id.;
Calamatta, graveur;
Henriquet Dupont, id.;
Domard, id.;
Labrousse, architecte;
Théodore Charpentier, id.;
Baltard (Victor), id.;
Gustave Planche, homme de lettres;
F. Halévy, compositeur de musique;
Félicien David, id.

GARRAUD.

— Aujourd'hui, écrit-on d'Alger le 30 mars, un bien déplorable accident a eu lieu à la batterie de Bab-el-Oued. Une des pièces de 56 en fonte, qui servaient à l'exercice du canon comme école de tir, a éclaté, après avoir fait feu plusieurs fois sans accident. Un artilleur a eu les deux jambes emportées et a reçu un fragment de la pièce dans la poitrine. Il est mort peu d'instants après. Un de ses camarades a eu le bras d'une jambe emporté, et un Maltais qui se trouvait sur la place a eu la tête fracassée par un éclat. Quelques autres artilleurs ou citoyens ont été atteints d'une manière peu grave; et le capitaine Lamarque, qui commandait le tir, a reçu à la figure un éclat qui n'a causé fort heureusement qu'une blessure très-légère.

— On lit dans le *Salut public*, de Lyon :

« Notre ville a repris décidément son aspect habituel; toute la soirée d'hier s'est passée au milieu d'un calme rassurant, et le bon esprit de la population, le patriotisme de la troupe nous épargneront le retour des scènes qui ont affligé vendredi et samedi les amis de l'ordre et de la République. »

SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE.

Au 30 mars 1848, au soir.

ACTIF.

Argent monnayé et lingots	55,070,565 24
Numéraire dans les comptoirs	46,998,605 »
Effets échus à recouvrer	12,926,212 71
Portefeuille de Paris, dont 36,383,673 fr. provenant des comptoirs	245,766,092 60
Portefeuille des comptoirs, effets sur place. Avances sur monnaies et lingots	54,619,382 36
Avances sur effets publics français	2,693,200 »
Dû par les comptoirs, pour leurs billets en circulation	12,443,482 90
Rentes de la réserve	14,699,750 »
Rentes, fonds disponibles	10,000,000 »
Hôtel et mobilier de la Banque	11,660,197 89
Intérêt dans le comptoir d'Alger	4,000,000 »
Intérêt dans le comptoir national d'escompte	1,000,000 »
Effets en souffrance	200,000 »
Effets à encaisser provenant de la vente de rentes à la Russie	2,963,821 79
Dépenses d'administration	994,436 04
Divers	341,962 21
Avance à l'Etat sur bons du trésor de la République	26,583 95
	50,000,000 »
	326,404,292 69

PASSIF.

Capital	67,900,000 »
Réserve	10,000,000 »
Réserve immobilière	4,000,000 »
Billets au porteur en circulation	285,780,100 »
Id. id. des comptoirs	14,699,750 »
Id. à ordre	2,222,545 60
Compte courant du trésor, créditeur	58,336,375 64
Comptes courants divers	75,794,318 85
Récépissés payables à vue	1,756,000 »
Récomptes du dernier semestre	728,692 37
Dividendes à payer	320,669 25
Escomptes et intérêts divers et dépenses précomptées	2,848,442 87
Comptoir d'Alger, somme non encore employée en bons du trésor	1,089,205 69
Traite des comptoirs à payer	797,782 15
Divers	133,412 27
	526,404,292 69

Certifié :

Le gouverneur de la Banque de France,
D'ARGOUT.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.